

Compte rendu du Congrès (suite et fin)

VOTE DU BUDGET

Chaque syndicat terminera l'année 2005 sur sa propre comptabilité. Le poste « déplacements » sera plus important avec un BN à 27 membres. Nous essayerons d'économiser en optimisant les RV avec les consultations administratives.

Robert POULIQUEN indique qu'il y aura de toute façon des propositions modificatives par rapport au BP notamment parce que l'annuaire n'est pas budgété.

Le barème des cotisations est soumis au vote avec le budget ; ce barème est basé sur l'INM du cotisant, bonification individuelle comprise.

Pour les adhérents issus du SNISJL, c'est un changement qui globalement diminue la cotisation pour les IJS et l'augmente légèrement pour les collègues en situation de détachement fonctionnel sachant qu'elle est déductible à hauteur de 60%.

Brigitte FRATTINI, trésorière, indique qu'elle souhaite acheter un logiciel de comptabilité associative.

Le budget prévisionnel et le barème de cotisation sont adoptés à l'unanimité.

SECTION DES RETRAITÉS

Georges GONZALEZ indique que la section des retraités s'est réunie le vendredi 21 octobre. Il rend hommage aux collègues disparus. La section a examiné les projets de statuts du SEJS en saluant l'énorme travail fait par les deux BN et les collègues impliqués. En ce qui concerne le droit de vote susceptible d'être accordé et qui honore les retraités, ils tiennent à en faire un vote individuel pour ne surtout pas opérer de *lobbying* sur des situations concernant avant tout les IJS actifs.



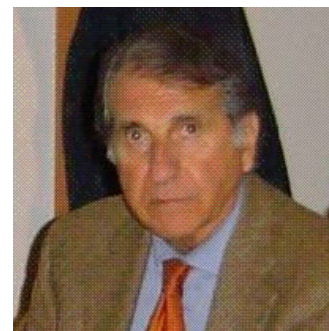
Ils souhaitent participer à la commission d'adaptation des statuts pour définir les modalités de l'autonomie de gestion de la section des retraités.

En conclusion, Georges GONZALEZ salue le travail effectué car il croit au travail intergénérationnel comme au travail interculturel. Les retraités n'ont pas de conseils à donner car l'expérience n'est pas transmissible face au processus Action/Réflexion. Ils peuvent apporter des témoignages dans des contextes passés. Mais le travail n'est pas une valeur en soi s'il n'est pas au service d'un projet qui en est porteur.

Michel GARCIA présente l'exercice financier 2004 de la section des retraités du SNIPJSL (paru dans le bulletin préparatoire du SNIP).

La section des retraités comprend 81 adhérents. Les jeunes collègues retraités tendent à ne plus se syndiquer (même si, actifs, ils l'étaient) ou à ne pas être disponibles. Un groupe de 30 à 40 participe régulièrement aux activités et aux AG et congrès. La section adhère à Fédération Générale des retraités de la FP.

André AUGÉ est le futur délégué de la future section thématique des retraités, avec Rémi VIENOT comme adjoint. Ils participeront aux travaux d'adaptation des statuts.



INTERVENTION DES INVITÉS

François VILLALARD intervient au nom de l'association des Inspecteurs Généraux ; il témoigne de l'amitié et de la proximité avec les IJS. Il rappelle l'adhésion des IG, accueillis au SNIP s'ils avaient été IP.

L'association des Inspecteurs généraux pour sa part est une « association professionnelle », assimilable à un syndicat qui n'a pas encore statué sur l'adhésion/fusion avec le nouveau SEJS. Les statuts actuels ne permettent pas de se fédérer.

Il s'étonne à titre personnel de l'absence de participation de l'inspection générale du MJSVA sur les projets d'évaluation des IJS.

Patrick GONTHIER, secrétaire général de l'UNSA-éducation indique sa satisfaction de participer à cette Assemblée générale historique qui vise à offrir un meilleur outil de défense syndicale. Le SNIJSL et le SNIP sont cofondateurs de la FEN. Il insiste sur leur rôle au sein de la fédération et la nécessité de la participation du futur syndicat à la vie fédérale.

L'UNSA est le premier syndicat représentatif dans beaucoup de corps de l'Education Nationale et au MJSVA.

La négligence du MJSVA en matière de dialogue social impose des formes d'action syndicale spécifiques. Elle impose parfois de « taper le poing sur la table » notamment avec le Ministre.

L'UNSA-éducation siège aussi à la Confédération européenne du travail (branche éducation). Patrick Gonthier est le président de l'internationale de l'éducation (26 millions d'adhérents). Elle doit agir face à la généralisation de la baisse des moyens et effectifs alloués aux politiques éducatives par les Etats.

La LOLF est l'exemple d'un bon outil qui peut être dévoyé, notamment par le jeu des indicateurs (cf. l'indicateur nombre de classes à effectif de moins de 15 qui marque bien le désengagement de l'EN en milieu rural et englobe aussi le suivi des population scolaires spécifiques).

L'UNSA Education pointe au quotidien les attaques gouvernementales contre le service public (quel que soit le gouvernement). La pré-campagne électorale menace les valeurs d'action collective et l'organisation des services publics. La loi BORLOO sur la réussite éducative par exemple, soutient à juste titre la lutte contre certains troubles (langage) mais finance ces actions par des moyens privés ou associatifs, tout en ignorant l'action des infirmières, médecins et assistants scolaires. Cela conduit à un empilage de moyens qui isole les quartiers déjà stigmatisés dans l'opinion publique.

De même le droit du travail est démantelé par les nouveaux contrats et par la mise en place du RIME dans la FP (réduction du nombre des corps).



Isabelle BECU-SALAÜN clôture l'AG en appelant tous les collègues, au delà des membres du BN, à faire vivre syndicalement les deux années transitoires à venir.

Une audience ministérielle est prévue le 22 novembre où toutes les questions restées sans réponse seront repesées (cette réunion a été ajournée depuis).

Rendez-vous dans un an en espérant être aussi nombreux !



Compte rendu : Philippe BERTRAND



SOUVENIRS DE LA SOIRÉE DE GALA

*Photos :
Jean CHIRIS
Laurent de LAMARE
Michel CHAUVEAU*

21 OCTOBRE
2005

Affaires Professionnelles

Centre National de Développement du Sport (CNDS)

Le dossier du CNDS est malheureusement un exemple caricatural d'un dossier traité par le Cabinet et l'administration sans anticipation suffisante, sans aucune transparence ni concertation avec les représentants des personnels, notamment des personnels d'encadrement, concernés au premier chef, et manifestement soumis aux pressions du mouvement sportif, apparemment mieux écouté que les services du ministère.

Ce n'est que fin octobre, à deux mois de l'échéance, que les syndicats ont reçu une première version d'un projet de décret, présenté sans argumentation suffisante, modifié deux fois avant le CTPM du 23 novembre (cf. son compte rendu).

Il semble que d'autres modifications substantielles seront introduites après ce CTPM, où il a été fait savoir aux représentants des personnels que « tout était bouclé », et qu'on ne tiendrait aucun compte de leurs propositions d'amendement.

A quelques jours du 1^{er} janvier 2006, où le CNDS devait être opérationnel, il est évident qu'il y aura un fort « retard à l'allumage », qui va perturber d'autant la gestion 2006, déjà marquée par la LOLF.

Vous trouverez ci-après, pour mémoire, les lettres successives adressées au Ministre à ce sujet, sans réponse, évidemment ...

« Le 30 octobre :

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 7 septembre dernier nous avons attiré votre attention sur nos souhaits relatifs aux évolutions du F.N.D.S. rendues nécessaires par la loi organique relative aux lois de finances (L.O.L.F.) du 1^{er} août 2001.

Vos propos tenus notamment lors de la réunion des chefs de service et d'établissements, le 26 septembre, et lors de la présentation du budget 2006 à la presse, le 28 septembre, nous ont confirmé votre attachement au contrôle par l'État de la gestion de ses crédits, ce qui n'empêche en aucune manière une concertation préalable approfondie avec ses partenaires publics et privés concernés, comme cela se pratique de manière très satisfaisante depuis des années.

La version du projet de décret que vos services viennent de nous adresser pour la réunion du prochain comité technique paritaire ministériel (C.T.P.M.) précisent ces orientations, parfaitement conformes à nos vœux dans ces grandes lignes. Nous vous en remercions.

La presse se fait néanmoins actuellement l'écho de tendances visant à la mise en place d'une « gouvernance partagée » au niveau régional et départemental. Nous vous réaffirmons notre opposition catégorique à tout transfert de ces crédits de l'État à une structure qui pourrait être alors hors de son contrôle. Outre la régularité juridique très discutable d'une telle disposition, cela affaiblirait de fait l'autorité et le rayonnement du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative. Nous y verrions une nouvelle et supplémentaire atteinte grave à l'existence de vos services déconcentrés, pouvant amener leur proche disparition. Par ailleurs, la L.O.L.F. ne peut servir de prétexte à une modification des modalités de gestion de ces crédits, situation étrangère à son objet.

Nous vous demandons donc de conserver les engagements que vous nous avez déjà donnés et vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de notre très haute considération.



« Le 7 novembre 2005 :

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 30 octobre dernier nous vous avons fait part de notre soutien au projet de décret relatif à la création du centre national de développement du sport (C.N.D.S.) dans la version que vos services nous avaient transmis le 24 octobre. Ce projet devait être étudié lors du comité technique paritaire ministériel (C.T.P.M.) du 9 novembre prochain.

Nous vous avons souligné notre attachement au positionnement du rôle de l'État dans la gestion de ce centre, dans la mesure où il est à l'origine des crédits concernés.

Nous avons attiré particulièrement votre attention sur l'importance qu'il y avait à ne pas céder aux pressions extérieures qui, profitant de l'occasion créée

Affaires professionnelles (suite)

par la réforme des lois de finances, réclamaient la gouvernance ou la gouvernance partagée de ce centre ou de ses structures régionales et départementales. Nous avons compris vos propos tenus le 26 septembre devant les chefs de services comme un engagement en ce sens.

Vos services nous ont transmis le 3 novembre au soir, soit moins de six jours avant son examen en C.T.P.M., une nouvelle version de ce texte.

Nous analysons cette nouvelle version comme une nouvelle et grave reculade, donnant l'image d'un ministère faible, incapable de tenir son rôle de service d'Etat et de résister aux pressions du mouvement sportif, ce dernier devenant ainsi juge et partie, puisque bénéficiaire de ces crédits.

Un tel revirement à quelques jours des échéances de clôture définitive de ce dossier n'augure ni d'une préparation sérieuse ni d'une mise en œuvre sereine et pratique, pas plus que d'un accord interministériel aisé, le ministère chargé du Budget ayant lui-même également considéré comme inacceptable le fait d'être juge et partie.

Nous vous demandons donc de maintenir à l'ordre du jour du prochain C.T.P.M. la version initiale, transmise dans des délais réglementaires. Le soutien que nous envisagions de vous apporter ne peut être garanti dans un contexte différent.

« Le 19 décembre :

Monsieur le Ministre,

La réunion du comité technique paritaire ministériel (CTPM) du 23 novembre dernier a malheureusement mis de nouveau en évidence l'absence de volonté de dialogue social de vos collaborateurs, le directeur de cabinet ayant clairement indiqué que, quelles que soient les propositions d'amendement que feraient la parité syndicale, les représentants de l'administration voteraient contre. Cela s'appliquait-il seulement au thème traité, le projet de décret relatif au centre national de développement du sport, ou à toutes propositions qui pourraient être faites ? Il est permis de se poser la question.

Quoi qu'il en soit, vous comprendrez que dans ce contexte les personnels d'encadrement de votre

ministère se sentiront encore davantage ignorés, voire trahis, si ce projet de décret était substantiellement modifié après son passage en CTPM. A ce titre, et parmi d'autres tentatives de modifications dont nous avons connaissance, le comité national olympique et sportif français (CNOSF) a diffusé fin novembre un communiqué de presse en proposant de nouvelles. Plusieurs d'entre elles nous paraissent par ailleurs inacceptables (instance d'appel, réservation et fléchage de crédits pour le fonctionnement de ses structures territoriales). Nous demeurerons donc très attentifs aux éventuelles évolutions de ce projet de décret et constaterons si certains sont davantage écoutés que d'autres.

A défaut de dialogue social, nous souhaiterions que la suite de ce dossier soit menée avec un peu plus de transparence qu'auparavant. Nous vous demandons donc de bien vouloir nous communiquer les avis que le Conseil d'Etat donnera à son sujet, puisqu'ils peuvent être rendus publics à l'initiative du Gouvernement.

Nous vous confirmons par ailleurs que plusieurs préfets s'émeuvent de ce projet, notamment du fait de leur exclusion du dispositif, et de l'éviction de la part la plus importante des moyens d'intervention territoriale de l'Etat en matière de sport des budgets opérationnels de programme (BOP) dont ils ont la responsabilité, avant de la déléguer éventuellement aux directeurs régionaux de la jeunesse et des sports. Certains préfets vous l'ont exprimé ou vous l'exprimeront.

Comme nous l'avons souligné en CTPM, la mise en œuvre de ce décret pourra poser des problèmes d'interprétation. Elle risque d'introduire des pratiques différentes, voire contradictoires.

Ainsi, à titre d'exemple, une application stricte et extensive de l'article 8 (4^{ème} §) et de ses transpositions dans les articles 9 et 11 pourrait conduire à exclure des délibérations les membres du conseil d'administration du centre et de ses commissions régionales et départementales les personnes « *qui ont un intérêt personnel ou qui (sont concernés) par l'attribution ou le versement d'une subvention à un organisme dans lequel ils exercent une fonction d'administrateur ou de dirigeant* ». Les présidents du CNOSF, CROS et CDOS pourraient être fréquemment concernés.

Affaires professionnelles (suite)

Loi Organique relative
aux Lois de Finances
(LOLF)

Il nous paraît donc important que vos services élaborent et diffusent les modalités précises d'application de ce décret, faute de quoi des conflits paraissent inévitables, notamment dans la première année de mise en œuvre, tant la gestion de ce dossier a favorisé l'expression d'une volonté hégémonique des bénéficiaires de ces moyens de l'Etat. Une telle initiative de votre part pourrait éventuellement contribuer à restaurer un meilleur climat de confiance entre vous et vos chefs de service, climat bien dégradé ces derniers temps. Il importe qu'ils se sentent davantage soutenus par leur administration. Ce n'est pas ce qui transparaît dans les dernières lignes des articles 9 et 11 de ce projet de décret.

Faute d'orientations ministérielles précises en la matière, ce que nous déplorerons, nous n'excluons pas de diffuser des consignes syndicales.

Il nous paraît également nécessaire que vos orientations politiques relatives aux priorités annuelles ou pluriannuelles d'usage de ces crédits d'Etat continuent à faire l'objet d'une note publique.

En résumé, nous souhaitons donc :

- Une égale écoute des différents acteurs concernés par ce sujet
- Une plus grande transparence dans le traitement de la suite de ce dossier, avec, notamment, communication des avis du Conseil d'Etat
- Des précisions relatives aux modalités pratiques d'application de ce décret
- Le maintien d'une note d'orientation publique relative à l'usage de ces crédits d'Etat.

En espérant que les présentes propositions recevront davantage d'écoute que les précédentes ...

La mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) se met en place au MJSVA de manière particulièrement lente, laborieuse, sans exploiter les possibilités de souplesse de gestion et d'accroissement de responsabilité qu'elle pouvait donner.

A la demande du Bureau National, **Pascal ETIENNE**, de la commission « Champs professionnels - Administration » a rédigé l'article suivant, analysant la situation actuelle.

LA LOLF AU MJSVA : QUELLE MODERNISATION ?

A la veille de la mise en place effective et globale de la nouvelle organisation budgétaire exprimée par la LOLF, rappelons nous les évolutions qu'elle devait amener pour les responsables des services :

- Une plus grande lisibilité de l'action ministérielle
- Une gestion globalisée et prévisionnelle des moyens pour les chefs de service avec de larges possibilités de fongibilité
- La mise en œuvre de stratégies d'action intégrant priorités nationales définies par la Directive Nationale d'Orientation (D.N.O) et enjeux locaux exprimés notamment via les PASER et PASED
- Une démarche par objectifs validée par une analyse de la performance reposant sur un

faisceau d'indicateurs objectifs.

Ce discours seriné durant de longs mois laissait relativement dubitatifs les fonctionnaires zélés que nous sommes.

Force est de constater, à ce stade, que nos craintes ont été conforté au-delà de nos espérances !

Citons en vrac :

- Un calendrier surréaliste : les services, après une longue sensibilisation, ont reçu début août les instructions pour élaborer leurs BOPS d'ici début octobre. Ils ont reçu leurs lettres de cadrage définitives courant décembre (!), toujours sans DNO... Soit 5 mois d'exercice « à blanc ».
- Un dialogue de gestion indigent : outre le caractère factuel d'un exercice sans les outils appropriés, la démarche de construction des budgets opérationnels de programme (BOP) n'a fait l'objet d'aucun accompagnement de la Centrale si ce n'est des informations ponctuelles sur les données budgétaires à intégrer. Il est symptomatique de noter que les trop rares interlocuteurs des responsables de BOP (RBOP) au fil des mois étaient les chargés de mission budgétaires des trois directions.
- Des règles du jeu fluctuantes : si on ne peut pas imputer au seul Ministère ce genre de disfonctionnement (les blocages du Ministère des finances et la mise oeuvre des mesures nouvelles pour les banlieues y ont une part importante), ses attermoissements s'agissant notamment des crédits d'investissement ou des crédits liés à l'économie sociale, ont singulièrement compliqué la tâche. Par ailleurs, malgré des consignes strictes de travailler sur la base des crédits 2005, il apparaît que les directions de la Centrale ont pris partiellement en compte des demandes sortant largement de cette épure : pas un très bon signal pour les services les plus vertueux !
- Des marges de manœuvre inexistantes : au delà des freins comptables à la mise en oeuvre par les RBOP d'une vraie fongibilité, il faut rappeler que l'exercice s'effectue à budget au mieux constant, les financements nouveaux, apportés *in extremis*, étant évidemment totalement fléchés sur les quartiers. Comme si ça ne suffisait pas, la Direction des Sports reprecise les enveloppes par actions, « retoquant » ainsi (sans dialogue...) les programmations des RBOP.

Il faut ajouter à ce tableau l'inévitable délégation des crédits en deux temps avec pour la deuxième délégation la non moins inévitable mention « sous réserve des crédits disponibles » (soit, excusez du peu, 30% pour le sport et 20% pour la jeunesse) ce qui a pour effet d'ôter tout intérêt au travail de programmation et de singulièrement compliquer l'action des services sur le terrain. Le tableau sera complet lorsqu'on aura rappelé que plus de 80% des moyens d'intervention dans le domaine du sport vont venir du CNDS, qui de facto échappe à l'exercice BOP, sur une base de cogestion avec le mouvement sportif...



Bref un travail de cinq mois d'une grande vacuité, pour ne pas dire totalement inutile, si ce n'est les échanges au sein d'une région qu'il a induit.

Le Ministre du budget parlant de la LOLf devant les journalistes évoquait une « Ferrari » au mains des acteurs publics : à l'évidence les cours de pilotage n'ont pas suivi. Le gain est nul vous pouvez nous rendre l'ordonnance de 59 !

Et si finalement la LOLF n'était qu'un outil de régulation budgétaire, au pire sens du terme ?

On voit bien que la globalisation des crédits permet de faire assumer par les services déconcentrés les décisions qui ne sont pas affichées au niveau central (au fait, combien de pages, la DNO 2006 ?)

Plus grave, « la dictature des indicateurs » peut constituer entre des mains mal intentionnées un formidable moyen de remise en cause de l'action publique. D'autant qu'à regarder de près ces fameux indicateurs, ils n'apportent rien pris individuellement. Ainsi :

- l'augmentation du nombre de licenciés : à supposer que ce soit une priorité pour nos services (plutôt que l'amélioration de la qualité de l'offre ?!), l'accueil par la France d'une grande compétition internationale aura un effet autrement plus mobilisateur
- le nombre de cas positifs aux contrôles antidopage : c'est une donnée qui en soit n'a aucun intérêt. Une baisse substantielle des cas pourra être interprétée selon comme une réussite de la politique nationale de prévention ou une totale inadaptation technique des contrôles
- les différents indicateurs d'efficacité : bien qu'*a priori* plus intéressants, ils conduiront inmanquablement, s'ils sont utilisés au pied de la lettre pour évaluer les services, à des comportements opportunistes (limitation de l'information sur les dispositifs « Envied'agir » pour obtenir un bon score en terme de projets pérennisés, programmation de formations uniquement sur des secteurs à employabilité élevée, etc.).

L'analyse de la performance, si elle doit s'appuyer sur quelques indicateurs chiffrés, ne peut s'en contenter, sauf à complètement dénaturer l'action publique et à faire fi de toute la valeur ajoutée d'un travail au quotidien.

Affaires professionnelles (suite)

Répertoire Interministériel Des Métiers de l'État (RIME)

Comme d'autres syndicats représentatifs, l'UNSA-fonctionnaire a été associée depuis octobre 2005 à la réflexion conduite par le ministère chargé de la Fonction Publique. Fin décembre, une première étape a été menée à terme, avec la rédaction de premières fiches.

L'UNSA-fonctionnaire a demandé aux syndicats d'inspecteurs (SNIJSL et SNIPJSL, maintenant SEJS) de participer à plusieurs groupes de travail. Isabelle BECU-SALAÜN, Bernard BRONCHART, Michel CHAUCHEAU et Mathias LAMARQUE se sont réparti la tâche dans trois groupes de travail. Un résumé de la réunion du 5 octobre ci-après, établi par Bernard BRONCHART et Michel CHAUCHEAU, donne quelques précisions sur ce dossier.



« Sous l'égide du Ministère de la Fonction publique s'est tenue mercredi 5 octobre, une première réunion interministérielle des différents métiers de l'Etat dans l'optique d'intégrer dans une nouvelle nomenclature fonctionnelle comprenant 23 domaines d'activités, les quelques 900 corps actuels de l'Etat. Ces 23 domaines comprennent 3 ensembles :

- I - Fonctions stratégiques
- II - Fonctions opérationnelles
- III - Fonctions d'appui

Six des sept organisations syndicales représentatives dont l'UNSA ont donné leur aval pour travailler à ce répertoire.

Le SEJS a saisi cette occasion pour présenter le métier d'inspecteur de la Jeunesse et des Sports sans le réduire à ses missions de contrôle, comme semblait le retenir l'administration, au principal, et décrire les missions dominantes plutôt stratégiques et de la fonction « inspectoriale » qui caractérisent surtout le corps au sein de l'administration du MJSVA.

A la question du représentant du SEJS de l'utilisation future et potentielle du RIME, les régulateurs ont évoqué les potentialités en terme de fongibilité, de transfert vers d'autres emplois de référence, sur le fondement d'une ventilation effectuée par les différents ministères « du fait d'une probable pénurie d'effectifs ».

Pour clore ce premier temps de travail qui comptera encore quatre ou cinq réunions, les régulateurs ont demandé aux membres des groupes de travail de produire des fiches emploi. »

Compte tenu de certaines craintes quant à une réduction du métier d'IJS à des fonctions de contrôle, la lettre suivante a été adressée au DPA le 28 novembre, complétée par un échange oral avec lui le 1^{er} décembre, insistant sur le souhait d'une réponse. A la veille de Noël, elle est toujours en attente.

La réunion du Bureau National du 1^{er} décembre a été l'occasion de faire un point d'avancement de ce dossier.

Affaires professionnelles (suite)

« Monsieur le Directeur,

Ainsi que le ministère chargé de la Fonction Publique l'a demandé, notre organisation syndicale participe activement, au titre de l'UNSA-fonctionnaires, aux groupes de travail mis en place pour l'élaboration du répertoire interministériel des métiers de l'État (RIME).

Si l'on s'en tient aux objectifs officiellement affichés du RIME, ne serait-ce que le premier, « assurer une meilleure transparence à l'égard des citoyens sur ce que font les agents de l'État », force est de constater que les membres du corps des inspecteurs de la jeunesse et des sports (IJS) peuvent exercer simultanément ou au cours de leur carrière des tâches relevant de plusieurs « domaines fonctionnels ». Cela est d'ailleurs conforme à leur statut (cf. art 3 du décret du 12 juillet 2004).

Plus précisément, selon la typologie des domaines fonctionnels du RIME, les fonctions des IJS peuvent relever de fonctions stratégiques (notamment pour les emplois de chefs de service ou d'établissement), ce qui relèverait au principal du groupe de travail n° 2 (pilotage des politiques publiques), et /ou de fonctions opérationnelles, ce qui relève notamment des groupes de travail n° 10 (Soutien au développement), 8 (Éducation / formation tout au long de la vie), 7 (Contrôle), voire également 12 (Insertion sociale) et 14 (Territoire et développement durable).

Pour des raisons que nous ne nous connaissons pas et ne comprendrions pas, il semble que la Fonction Publique, sur la base d'indications données par notre propre administration, aurait tendance à réduire le métier d'IJS à la fonction uniquement opérationnelle « de contrôle » au détriment d'autres fonctions, notamment de la fonction stratégique de « pilotage des politiques publiques » plus caractéristique de la réalité fonctionnelle du métier d'inspecteur JS, aussi bien en administration centrale qu'en services et établissements déconcentrés. Il semble que les remarques faites en séance à ce sujet, lors des réunions des groupes de travail, ont quelques difficultés à être prises en compte. Le président du groupe « contrôle » semble souhaiter une explicitation venant de l'administration du MJSVA.

Avant d'engager, si nécessaire, une démarche auprès de la Fonction Publique, nous souhaiterions connaître votre position sur ce point, et la nature des messages que vous auriez pu lui transmettre à ce sujet, ou lui transmettre en complément. »

Missions et organisation des Services et Etablissements

La direction du personnel et de l'Administration (DPA) a invité les représentants des personnels au CTPM à une réunion de travail sur la stratégie ministérielle de réforme (SMR), dont il est question dans un autre article du présent SEJSInfo.

Conformément aux orientations de travail énoncées lors du congrès constitutif d'octobre dernier, le secrétaire général du SEJS a saisi cette occasion pour rappeler la demande d'une réflexion sur le thème « missions et organisation des établissements et services déconcentrés » et la réactivation du groupe de travail créé à cet effet au début de 2005, puis interrompu par le Cabinet, prenant prétexte d'une intervention du SNAPS jugée malencontreuse par les syndicats des personnels d'inspection. La lettre suivante, du 6 décembre, a été adressée au DPA, aux autres directions du MJSVA et aux organisations syndicales représentées au CTPM.

« Monsieur le Directeur,

Vous avez réuni ce matin les représentants des personnels en comité technique paritaire ministériel (CTPM) au sujet de la stratégie ministérielle de réforme (SMR) de 2005, qui sera présentée pour avis au CTPM du 15 décembre prochain.

Comme nous l'avions souligné dans notre lettre du 7 novembre au Directeur du Cabinet, à quelques jours de la fin de l'année de référence, l'étude de ces fiches, non actualisées depuis mai dernier, souvent très incomplètement renseignées, n'a plus grand sens maintenant, d'autant plus qu'il est clair que le gouvernement est déjà passé à une autre méthode de « modernisation » ou de « réforme » de l'administration.

Je vous confirme donc ci-après comme prévu les deux propositions de méthode de travail que j'ai faites en séance, et qui semblent recueillir l'assentiment de toute la parité syndicale. Dans la mesure où ces fiches présentent un intérêt pour l'administration, en matière de suivi de son plan d'actions, nous préférons qu'elle choisisse une date qui lui paraîtrait opportune dans le courant de l'année 2006, normalement au premier trimestre, pour nous en présenter le bilan. Elle pourrait alors y joindre également le bilan des procédures actuelles d'audit de modernisation, et les nouveaux projets d'audit.

Par ailleurs, afin de contribuer à faire en sorte que le temps de concertation avec les organisations syndicales ne soit plus autant considéré par l'administration comme un « frein au changement », - formulation particulièrement maladroite de sa part -,

nous souhaitons qu'elle aborde avec nous d'abord les questions de fond, plutôt que de choisir bien tardivement de nous entretenir de questions devenues obsolètes comme la SMR. Cela permettra sans doute ensuite de gagner du temps dans l'étude des autres sujets de concertation, dans la mesure où la cohérence de leurs liens avec les orientations fondamentales de notre ministère seront, nous l'espérons, alors plus claires.

A ce titre, nous demandons que soit remis en place le groupe de travail « missions et organisation », devant notamment aboutir à la réforme du décret du 25 février 1994, notamment. Lors de l'audience qu'il a accordée aux organisations syndicales le 5 avril dernier, le Ministre s'est clairement engagé pour la poursuite de ce travail. Depuis l'administration n'a programmé aucune réunion, malgré les propositions méthodologiques précises communes de l'UNSA-éducation et du SGEN-CFDT du 26 avril 2004, et nos relances écrites demeurées également sans réponse, la dernière étant celle adressée au Ministre le 7 septembre.

Comme l'a suggéré le SNAPS, il pourrait être inscrit à l'ordre du jour d'un CTPM de fin 2006 le bilan de ces travaux, et d'acter les avancées, points d'accord ou de débat.

Vous avez semblé favorable à ces deux propositions, nous vous en remercions. Nous rappelons que la seconde est pour nous d'importance majeure. »

Stratégie Ministérielle de Réforme (SMR)

La stratégie ministérielle de réforme (SMR) a fait l'objet de précédents articles dans les revues syndicales du SNIJSL et du SNIPJSL.

Lors du CTPM du 19 mai, les syndicats avaient demandé que ce point ne soit pas soumis « pour information », mais « pour avis » (avec vote). Le ministre s'y était engagé.

Affaires professionnelles (suite)

La SMR pour l'année 2005 est donc revenue à l'ordre du jour du CTPM de novembre, mais a été reportée jusqu'au 30 décembre 2005. Elle n'a pas changé d'un iota depuis le mois de mai ; son absence d'actualisation et le contexte général (rattachement de la direction qui portait ce projet du ministère chargé de la Fonction Publique à celui du Budget) montre bien que cette affaire s'enlise.

Toutefois le SEJS a procédé à une analyse des quelques documents nouveaux et a adressé, le 7 novembre 2005, la lettre suivante au directeur du cabinet. (*Le détail de l'analyse des fiches SMR n'est pas joint, mais peut être demandé au secrétaire général, par courriel*).

« Par lettre du 24 octobre dernier vous nous avez transmis pour avis une nouvelle édition de la stratégie ministérielle de réforme (SMR) 2005, avec des fiches apparemment non différentes de celles déjà transmises pour information lors du CTPM du 19 avril dernier, complétées par une introduction, une courte fiche de synthèse et un bilan synthétique de la SMR encore plus court.

Conformément à notre demande, le Ministre s'était engagé à ce que la SMR soit soumise pour avis au CTPM, et non seulement pour information. Nous vous en remercions donc.

Toutefois nous notons l'absence de modification des fiches SMR. Même si elles sont écrites « selon un standard imposé », ce sont celles du MJSVA, qui y engage sa responsabilité. Nous continuons à nous étonner que par deux fois (cf. fiches 1.4 et 1.5) « la nécessité de prendre en compte le temps de concertation avec les organisations syndicales » soit présentée comme un « frein au changement ». Quand on vit les lenteurs de l'administration centrale dans le traitement de ses dossiers, son habitude à ne pas répondre aux courriers des organisations syndicales et sa capacité à lui transmettre des documents importants dans des délais extrêmement brefs avant les échéances (cas de la SMR en avril dernier, par exemple), ce « lapsus persistant » a de quoi faire sourire.

Nous constatons également la diminution de l'intérêt que ce Gouvernement éprouve pour la SMR, son comité d'évaluation ayant apparemment été dissous. Nous ne nous en étonnons pas, compte tenu des récentes réorganisations ministérielles tendant à confier au ministère chargé du Budget l'essentiel de la démarche de réforme de l'Etat, ce qui renforce encore notre analyse que cette stratégie ministérielle de réforme n'est qu'une stratégie de réduction de moyens.

Nous constatons aussi qu'entre 2003 et 2005 les SMR se sont peut-être précisées dans les détails techniques (sous forme de fiches), mais se sont appauvries en terme d'orientations politiques, alors qu'elles devraient permettre de déterminer des stratégies ministérielles. C'est une évolution plutôt décevante.

Néanmoins, nous ne déplorons pas ce désintérêt actuel du Gouvernement pour cette démarche, ayant déjà dénoncé dans le passé les concurrences stériles entre ministères (Fonction Publique avec la SMR, Intérieur avec la RATE et la RADE, Budget avec la LOLF) en matière de réforme de l'Etat.

Dans ce contexte, nous analysons comme un exercice assez formel cette présentation de la SMR 2005 en CTPM, en novembre 2005, à guère plus d'un mois de la fin de l'année, montrant à l'occasion (cf. fiche 2.1 – CNDS) que certains objectifs n'ont pas été atteints (la transmission des projets de textes aux instances consultatives était prévue en juillet-août ; elle a eu lieu dans les conditions que l'on sait en novembre).

Nous vous transmettons néanmoins ci-après une analyse d'un certain nombre de ces fiches, et un rappel de notre analyse de celles de 2004. »



Affaires professionnelles (suite)

Conseil National de l'Éducation Populaire
et de la Jeunesse (CNEPJ)

Isabelle BECU-SALAÜN, secrétaire générale adjointe, a adressé au Directeur de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative (DJEVPA) la note suivante, le 29 novembre dernier.

Preliminaire :

Le syndicat de l'encadrement de la jeunesse et des sports (SEJS) s'étonne qu'un seul point ait été porté à l'ordre du jour du présent CNEPJ dans le contexte socio-politique que l'on connaît et rappelle que l'UNSA-éducation avait souhaité la présidence du Ministre.

Il dénonce des modes de convocation du CNEPJ dans des conditions qui ne permettent pas un travail et une présence sereine, et l'absence de prise en compte de ce travail depuis de nombreux mois.

Note sur le projet de Décret modifiant le code d'action sociale (cf. V1 du 27/10/05)

L'article 2 distingue six types d'accueil collectif

Avec hébergement :

- les séjours de vacances
- les séjours spécifiques pour des disciplines particulières dont la liste et les conditions d'organisation sont fixées par arrêté (et dont on souhaite avoir des précisions)
- les séjours courts pour lesquels l'âge minimum n'est pas défini (scolarisation ?)
- les séjours de vacances dans une famille dont on comprend mal le distinguo avec les placements de vacances qui relèvent de la compétence du Conseil général.

Sans hébergement :

- les accueils de loisirs dont la durée minimale de 2 heures par jour posera problème pour la validation des stages BAFA BAFD
- les accueils de jeunes qui répondent à un besoin social particulier - ce qui est le cas de tous les modes d'accueil, il faut l'espérer - et dont la nature reste imprécise.

Si l'article 2 répond à un certain nombre de nos demandes syndicales, il en résultera un net accroissement des tâches administratives pour les services - notamment pour les courts séjours - dans un contexte de réduction des moyens d'année en année.

Même remarque pour l'article 3 qui rétablit la déclaration préalable de première ouverture supprimée précédemment contre l'avis de syndicats d'inspecteurs. Ces vagues hésitations ne facilitent pas la lisibilité pour l'organisateur et le citoyen.



L'article 8 distingue "le directeur du centre" de la "personne chargée de la fonction de direction" subtilité qui nous échappe dans son contenu réglementaire.

Le suivi des courts séjours n'est pas évoqué, or il devra nécessairement être mis en place

Les articles 9 et 11 réintroduisent des possibilités d'animer et d'encadrer pour des agents de la Fonction publique dont la liste sera fixée par arrêté, ce dont le SEJS se félicite. Pour autant le terme utilisé "à titre subsidiaire" est trop imprécis.

L'article 10 porte sur les conditions d'encadrement et de pratique de certaines activités physiques mais n'évoque pas les séjours courts, qui sont la réalité de ce type d'accueil, ni dans les familles.

L'article 12 introduit la notion de taux d'encadrement à géométrie variable pour les accueils de jeunes, en fonction du projet éducatif, ce qui est réglementairement fantaisiste et irréaliste au plan pratique.

L'article 14 réintègre le directeur dans l'effectif et l'article 15 prend en compte la spécificité des séjours adolescents, ce dont le SEJS se félicite

L'article 16 est très imprécis sur la qualification de l'encadrement notamment en matière de courts séjours déclarés, pour lesquels les problèmes de sécurité morale se posent dans les mêmes termes que pour tout autre type d'accueil.

Il risque par ailleurs de poser problème aux associations sportives - considérées comme établissements d'APS - qui organiseraient des accueils dont l'objet principal serait une découverte de l'activité ou d'activités multiples, et non un apprentissage ou perfectionnement de discipline.

Le SEJS demande à être très rapidement informé des projets d'arrêté qui découleront du présent décret et dans des délais permettant une étude approfondie avant un CNEPJ.

Formation



Yannick BARILLET, responsable de la commission « Formation » a élaboré la note de problématique suivante à la demande du Bureau National. Il a fondé son intervention du 20 décembre devant le Ministre sur cette analyse.

Depuis deux années maintenant, la Délégation à l'Emploi et aux Formations travaille, après la parution des textes cadre sur le niveau IV, à l'écriture des mêmes types de documents, pour les formations professionnelles de niveau II et III.

Les travaux ont pris un retard certain. En effet le projet initial était de disposer du texte cadre dès cette fin d'année 2005, pour débiter la rédaction des textes de spécialité durant le premier semestre 2006.

Aujourd'hui, nous constatons que ces outils n'ont encore qu'une valeur de documents de travail et que la commission professionnelle consultative (CPC) qui doit se prononcer sur ces projets est de nouveau reportée.

Par ailleurs le jeu de certains membres de cette commission pose question et pour le moins, pourraient encore ralentir le dispositif de sortie de ces textes réorganisant nos formations de niveau III et II, niveaux où notre ministère intervient depuis plus de cinquante ans (cf. loi de 1948), le ministère chargé de l'Éducation ne pouvant pas en dire autant pour les formations du domaine du sport.

Le corps de l'inspection de la Jeunesse et des Sports, les chefs de service et d'établissement savent ce que représente la parution de ces textes pour la cohérence de nos missions et, plus encore, pour la lisibilité de notre action.

A ce jour, les qualifications de niveau IV constituent l'essentiel des formations mises en oeuvre par notre système. Nous cantonner à ce niveau serait grave par l'appauvrissement de notre faculté de création et d'innovation pédagogique, par le renoncement à d'authentiques parcours professionnels et promotionnels de nos publics, enfin, par la mise en danger de nos établissements du fait de l'appauvrissement de leurs interventions en formation.

Affaires professionnelles (suite)

Au sein de la CPC, les « grands » syndicats de salariés et d'employeurs ignorent l'originalité de nos stagiaires, de nos lignes de force traditionnelles, de nos établissements et services. Leurs discours, centrés sur la cohérence de l'offre de formation globale, esquive ces spécificités. L'université, invitée es qualité, ne cesse d'afficher qu'elle est présente sur ces niveaux et que nous devons soumettre nos projets à cette cohérence globale de l'offre évoquée ci-dessus (ce dont elle se dispense absolument par ailleurs). Le piège est en marche pour passer par perte et profit notre savoir-faire en ces domaines, par le jeu d'une structure, la CPC, sensée nous projeter vers l'avenir et nous inscrire dans une plus grande normalité administrative. A l'aube de décisions essentielles pour la survie de l'originalité de notre dispositif de formation, il apparaît nécessaire de poser les questions suivantes et surtout d'obtenir du Ministre des réponses non équivoques :

- Le Ministère est-il décidé à afficher explicitement les spécificités de notre dispositif et à les mettre en exergue, par exemple dans les documents de travail présentés ?
- Même si le SEJS considère comme nécessaire de consulter préalablement les partenaires sociaux et associatifs et y est attaché, le Ministre est-il prêt à passer outre un avis négatif de la CPC (très envisageable) pour permettre un développement de notre dispositif original de formation ?
- Le Ministre est-il prêt à passer outre une opposition frontale du Ministère de l'Éducation Nationale pour imposer le maintien de notre culture, de nos services et établissement, de notre relation particulière aux usagers et aux partenaires associatifs dans ce champ de formation ?

Ces questions, et leurs réponses, seront aussi cruciales pour notre devenir qu'ont été ou que sont les dossiers de la réforme de l'administration départementale de l'Etat (RADE), ou de la gestion du centre national de développement du sport (CNDS).

Le faible intérêt politique manifesté par notre Ministère sur les dossiers de la formation et les accommodements mortifères déjà scellés avec l'Éducation ne nous rendent pas sereins pour l'avenir proche.

De nouveau, un pan cohérent de nos missions est en danger, mais plus encore un pan de notre identité culturelle et de notre intelligence de relation à nos usagers.

Affaires professionnelles (suite)



« Monsieur le Délégué,

Lors de nos différentes rencontres avec la délégation à l'emploi et aux formations (DEF), que ce soit au

titre d'audiences syndicales ou dans le cadre de nos attributions professionnelles, les personnels d'inspection et d'encadrement ont pu souligner et mesurer le travail engagé et accompli depuis plus de cinq ans pour rénover le service public de formation et de certification du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative (MJSVA).

L'adaptation du dispositif de formation du MJSVA avec l'introduction des brevets professionnels (BPJEPS) confère aux inspecteurs de la Jeunesse et des Sports un nouveau rôle ; le positionnement du ministère en tant qu'autorité académique valorise leurs missions au regard de la formation et les place dans une fonction incontestée parmi d'autres instances depositaires de cette autorité (ministères chargés de l'agriculture et de l'éducation nationale).

La loi du 26 juillet 2005 crée une mission d'inspection de l'apprentissage dans le champ de la Jeunesse et des Sports. Nous ne pouvons que nous féliciter de cette intervention des directions régionales et départementales de la Jeunesse et des Sports (DRDJS) dans un secteur appelé à se développer et qui dispose de financements conséquents des conseils régionaux ; cette mission participe du rayonnement du ministère et accroît sa reconnaissance régionale dans le domaine de la formation initiale.

Toutefois, comme toute nouvelle mission, et sauf à en supprimer explicitement d'autres, ce qui n'est pas le cas, l'inspection de l'apprentissage doit nécessairement s'accompagner de moyens pour l'exercer de façon la plus efficiente.

A l'heure où les indicateurs de la LOLF invitent à mesurer la performance des

Sous la signature de **Florence GIRAUD**, membre de la commission « Formation » du Bureau National, le SEJS a adressé la lettre suivante au Délégué à l'Emploi et aux Formations le 21 décembre, avec copie au Directeur du Personnel et de l'Administration.

Inspection de l'apprentissage et tâches des Inspecteurs de la Jeunesse et des Sports

des interventions du service public, le SEJS ne peut accepter que cette mission soit confiée à moyens constants aux actuels inspecteurs en exercice ; cela pourrait laisser penser que leur charge de travail n'atteint pas les 100% .

Aussi, nous demandons à ce qu'une réflexion soit engagée avec la DPA pour :

- préciser l'étendue de la charge de travail induite par cette mission et évaluer les moyens nécessaires pour l'accomplir (y compris en suivi technique et pédagogique ainsi qu'en suivi administratif),
- prendre effectivement en compte cette nouvelle mission (par une clarification de la répartition des charges de travail des inspecteurs, voire la création d'emplois supplémentaires si le développement de l'apprentissage dans les formations du MJSVA le justifie)
- clarifier la compétence interrégionale de ces inspecteurs vis à vis de l'autorité académique régionale.

Le secteur de l'apprentissage dans les formations du MJSVA est appelé à se développer selon les vœux du Ministre. Il souhaite multiplier les effectifs actuels d'apprentis relevant de son ministère. Ce développement, avec ce qu'il suppose de négociation avec les établissements, organismes de formation, régions et branches professionnelles, nécessitera un temps de travail qui est loin d'être résiduel. Il ne faut pas exclure qu'à terme, à l'instar du ministère chargé de l'éducation nationale, un service spécifique d'inspection de l'apprentissage devienne nécessaire et qu'un inspecteur en charge de ces fonctions y consacre l'intégralité de son temps.

Plus généralement, en lien avec les nouvelles procédures d'évaluation des inspecteurs de la Jeunesse et des Sports, conséquences du décret statutaire du 12 juillet 2004, et avec les objectifs d'évaluation des performances introduites par la LOLF, nous réaffirmons qu'il nous paraît nécessaire de mettre en place une procédure prévisionnelle et contractuelle de définition des répartitions de temps de travail des inspecteurs pour les tâches qui leur sont confiées. Sans cet outil, nécessaire mais non suffisant, il sera bien difficile de fonder une évaluation sérieuse de leur travail.

C'est également dans ce cadre qu'il faudra également insérer le temps de travail prévisionnel consacré à des tâches confiées aux inspecteurs par d'autres instances que leur autorité hiérarchique directe, le préfet au plan territorial, ou l'administration centrale (missions d'inspecteurs coordonnateurs, par exemple).

Nous sommes à votre disposition pour évoquer ce dossier avec vous dès que possible. »

L'Autorité Académique « Jeunesse et des Sports » et sa place dans le Pilotage Régional

Sous l'impulsion de **Philippe BERTRAND**, membre de la commission « Formation » du Bureau National, la commission a rédigé l'analyse suivante du positionnement des DR, maintenant plus explicite et mieux fondée juridiquement, en tant qu'autorité académique.

« Nous sommes tous régulièrement jurés ou présidents de jury sans forcément mesurer combien « l'autorité académique » qui nous missionne s'est accrue durant ces dernières années.

A côté du ministère de l'Education nationale, il y avait déjà, par exemple, celui chargé de l'Agriculture qui délivrait des diplômes (dans ses établissements d'enseignement agricole) ainsi que les services du travail et de l'emploi avec leurs nombreux titres.

Nos diplômes nous ont conféré aussi cette fonction, qui nous vaut désormais de faire partie de tous les tours de table régionaux Etat/Région sur l'ensemble des questions de formation professionnelle initiale et continue, avec cette prérogative « académique » qui accroît l'action traditionnelle d'un service de l'Etat.

Notons que les directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS), qui ont vu passer le rattachement direct cette année des formations sanitaires et sociales aux conseils régionaux, n'ont jamais été autorités académiques (les examens et diplômes étant organisés par l'Education Nationale).

Sans représenter un grand secteur d'emploi, les services académiques du MJSVA (à ce titre le DRDJS relève directement du Ministre, qui par exemple reçoit les contentieux des examens) retransmettent aussi les innovations et les évolutions de nos diplômes et de nos formations.

Depuis cinq ans, le travail de la délégation à l'emploi et aux formations (DEF) et de son Délégué ont clairement conforté l'autorité académique de la Jeunesse et des Sports au delà de la réforme des diplômes et de l'introduction de la validation des acquis de l'expérience (VAE) : inscription du ministère ou du directeur régional dans toutes les commissions nationales ou régionales et dernièrement, création d'une inspection de l'apprentissage au MJSVA.

Il n'a échappé à personne que les missions liées à la certification, aux formations et à l'emploi et aux formations sont devenus, du fait de la DEF, un des axes forts de notre champ de compétence. Nous ne devons pas oublier cela dans la valorisation de nos missions nationales et locales.

Dans notre double compétence sur l'offre de formation (l'habilitation et les agréments) et sur la certification (valider les évaluations et diplômer), l'autorité académique nous confère une place bien particulière, non disputée, complémentaire et distincte avec la gestion et le financement des formations où, là aussi, les conseils régionaux nous sollicitent comme instructeurs.

A nous, directeurs et inspecteurs d'utiliser au mieux cette autorité-là pour le rayonnement des valeurs éducatives du sport, de l'animation et de la vie associative. »

Affaires professionnelles (suite)

Personnels Techniques, Ouvriers et de Service (TOS)

La situation des personnels TOS des établissements demeure préoccupante ; l'administration Centrale accompagne très mal le dispositif de suppression d'emploi, déguisé sous le terme « d'externalisation ». Alerté par les collègues chefs d'établissement du Bureau National, notamment par **Philippe CHAUSSIER**, responsable de la section thématique nationale, le SEJS a adressé au directeur de Cabinet la lettre suivante, le 21 décembre dernier.

« Monsieur le Directeur,
Lors de la réunion du comité technique paritaire ministériel (CTPM) du 18 octobre 2005, vous avez confirmé votre volonté de supprimer 42 postes de personnels TOS dans les établissements du ministère, comme vous l'aviez inscrit au projet de loi de finances (PLF) 2006.

A la question concernant les modalités de ces suppressions, vous avez répondu que compte tenu des difficultés liées au transfert de cette catégorie de personnel aux collectivités territoriales, il y aurait nécessairement des ajustements à faire au cas par cas. Vous avez précisé que vous envisagiez qu'un groupe de travail se penche sur ces difficultés. Vous avez invité les représentants du personnel à participer à ce groupe.

Par courrier n° 05.1115 du 9 décembre parvenu dans les établissements le 13 et le 14, l'administration demande aux chefs d'établissement de proposer pour le 20 du même mois, le nom des personnels et le poste budgétaire qui les

Affaires professionnelles (suite)

accueil pour les fermer à la rentrée 2006.

Cette instruction demande par ailleurs aux mêmes chefs d'établissement de se rapprocher des recteurs qui gèrent la carrière de ces personnels.

Ces modalités étonnent les chefs d'établissement.

Cette instruction laisse en effet supposer que les modalités de suppressions de ces postes sont déjà arrêtées (nombre de postes, implantation) et, vraisemblablement par conséquent, que les difficultés justifiant la mise en place d'un tel groupe de travail sont levées.

Cette instruction semble méconnaître la réalité des conditions techniques des mouvements académiques, particulièrement cette année en raison de mesures de transferts improvisées. Elle impose des délais qui ne permettent pas d'engager des démarches nécessaires de communication avec les personnels et rendre le dialogue social également difficile au plan local.

Nous souhaiterions que ce point soit évoqué de nouveau lors de la réunion du prochain CTPM.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur, en l'expression de notre haute considération. »



COMPTE RENDU DU COMITÉ TECHNIQUE PARITAIRE MINISTÉRIEL DU 18 OCTOBRE 2005

Textes soumis pour avis

Projet de décret relatif à l'exercice des missions de conseillers techniques sportifs auprès des fédérations sportives

Le texte présenté ayant fait l'objet de diverses concertations ne posait plus de problème. Le SNAPS a proposé divers amendements, étudiés en séance. Ils visaient à conforter le chef de service comme réelle autorité hiérarchique. Globalement l'administration a suivi sauf sur un point : le SNAPS proposait que les DTN coordonnent et animent au lieu de diriger l'équipe des CTS, l'administration a tenu à maintenir dirigent.

Projet de décret portant création de l'établissement public « Musée national du sport »

L'administration et le cabinet ont manifesté leur volonté de régler le problème. Les syndicats ont pointé des moyens inadaptés.

Projet de décret modifiant le décret relatif aux emplois de DDJS, de DRA (élévation de l'indice sommital de l'emploi)

Au nom du SEJS, Laurent de LAMARE a déclaré que ce texte, quoique en léger progrès, était loin de satisfaire les demandes des personnels. Ils demandent à l'administration d'aller plus loin. Il faut mieux prendre en compte le niveau de responsabilité (emplois) mais aussi le volume d'activité, traduit par le classement. Il demande ce qu'il en est des textes dont les projets ont été présentés en juillet 2005 sur le régime NBI. Le DPA répond qu'ils sont « dans les tuyaux ».

Points d'information

Réorganisation de l'administration centrale du MJSVA.

Des informations ont été données au CTPC. Un échange vif a lieu sur l'incohérence de l'organigramme, le manque de lisibilité, la nouvelle définition de la DIES... Les explications données par l'administration ont été embarrassées.

Réforme de l'administration départementale de l'État.

Aucune information supplémentaire n'est donnée, autre que le rappel de la circulaire du Premier ministre du 28 juillet 2005. « Le Comité des secrétaires généraux travaille sur les outils... » indique le DPA.

Une information est donnée sur le projet de budget 2006 pour la mission « sport, jeunesse et vie associative ». On notera que les vacances seront comprises dans les moyens en personnels du programme « Conduite et pilotage ». L'effectif des personnels est ramené à 7 159 ETP en 2006 contre 7 174 ETP en 2005 ; la différence représente 47 emplois (42 TOS, 3 emplois rendus à l'INSEE et 4 mise à disposition). Les représentants des personnels dénoncent l'insuffisance de concertation, les dérives locales pour la constitution des BOP....

Points à l'ordre du jour inscrits à la demande de l'UNSA-éducation :

Répertoire interministériel des métiers de l'État (RIME)

L'administration prend la mesure des enjeux et suit de près le dossier. Les syndicats font appel à sa vigilance.

Application du décret du 9 septembre 2005 concernant les emplois de direction des établissements.

L'administration précise qu'en ce qui concerne les directeurs, il n'y aura pas de « dénomination », juste un réajustement. La CCP en place est compétente pour les nominations qui devront être prochainement opérées. Par contre pour les directeurs adjoints, un mouvement « pour la forme » est à réaliser, dans les semaines à venir. Faute de CCP compétente, ce sera une nomination directe par l'administration. La durée des renouvellements de détachements sera limitée par la durée maximale antérieure possible, pour éviter les « effets d'aubaine ».

Situation de la carte des emplois des personnels TOS au 1^{er} septembre 2005.

Un tableau est présenté. Information importante à propos du PAP 2006 : il y aura 42 emplois à rendre sur l'année.

Situation du site d'Antibes du CREPS PACA.

Il n'y a aucun projet de cession du site. Il n'y a aucun projet de fermeture. Il y a une réflexion de la collectivité autour d'un partenariat avec le Ministère pour la gestion du site. Le fait que des collectivités locales s'intéressent au patrimoine immobilier des CREPS ne doit pas être considéré comme un sujet tabou.

Affaires professionnelles (fin)

COMPTE RENDU DU
COMITÉ TECHNIQUE PARITAIRE MINISTÉRIEL
DU 23 NOVEMBRE 2005

Préalables

Le directeur de cabinet informe le CTPM d'évolutions du PLF 2006 : abondement de 15 M d'€ environ, dont 12 pour le secteur JEP et 3 pour le sport ; taux de prélèvement sur la Française des Jeux porté à 20 % pour participer au plan national de développement du sport (pour trois ans). Le CNDS passerait ainsi à environ 213 M d'€ (173 venant de la Française des Jeux, 40 de la taxe de 5% sur les droits télé.). Le PLF 2006 du MJSVA serait ainsi augmenté de 10 % par rapport au PLF 2005.

CNDS (point pour avis)

Après débats (cf. notamment la note du SEJS), les syndicats ont unanimement proposé un amendement visant à ce qu'il y ait parité dans les commissions régionales et départementales, avec présidence du délégué régional (DR) ou départemental (DD), et voix prépondérante de ce représentant de l'Etat (ce qui allait dans le sens (prééminence de l'État) des propos introductifs du directeur de cabinet.

De manière assez surprenante pour nous, le directeur de cabinet (qui a commencé un peu à se fâcher et à ironiser sur les propositions des représentants des personnels) a néanmoins fait savoir que la parité administrative voterait contre les propositions d'amendements qui pourraient être proposés ...

Effectivement, il en a été ainsi. Vive le dialogue social !

Journée de solidarité (point pour information)

L'administration envisage de ne pas fixer de jour, mais de diminuer d'une journée le nombre de journées RTT. Certains syndicats font savoir que cette disposition est sans objet pour la plupart d'entre eux (soumis à l'article 10). D'autres refusent de discuter des modalités d'applications de cette journée à laquelle ils se sont toujours opposés.

Externalisation (point pour information)

L'administration a fourni un tableau des effectifs et le plan « d'externalisation » (postes TOS fermés) sur 2003 à 2005. On notera que les 30 postes (environ) supprimés à MONTRY ne sont pas sur ce tableau, car ils relèvent du processus de « rationalisation », autre dispositif de suppression d'emplois ...

Questions diverses

En ce qui concerne les suppressions des 42 postes TOS prévus au PLF 2006, les représentants des personnels évoquent les difficultés de transfert au MENR (avant les collectivités). Une réunion de travail est envisagée par l'administration.

Les représentants des personnels pointent le besoin d'utiliser le site de Montry pour la mise en place de formations et d'examens, besoin qui apparaît très nécessaire en Ile-de-France. Cela pourrait être réglé dans le cadre d'une convention, dont il conviendrait alors de parler en CTPM. Le directeur de cabinet répond que Montry étant fermé, il n'y a plus lieu d'en parler en CTPM !

*Compte rendu rédigé par Philippe CHAUSSIER
et Michel CHAUVEAU, représentants titulaires*

COMPTE RENDU DU
COMITÉ TECHNIQUE PARITAIRE MINISTÉRIEL
DU 30 DÉCEMBRE 2005

Plan national de formation (PNF)

Le PNF est présenté par Hervé SAVY, Délégué à l'Emploi et aux Formations. Ce PNF a fait l'objet d'une étude détaillée en groupe technique avec les représentants des personnels en CTPM. Ces derniers soulignent en séance la qualité du travail produit et l'anticipation du calendrier, bien nécessaire. Ils attirent l'attention sur la nouvelle gestion des inscriptions, avec l'application SIRHANO, et regrettent que trop de stage n'indiquent pas encore les lieux et dates de déroulement. Le PNF est adopté à l'unanimité.

Projet de décret relatif aux emplois de DR et DRA

Le SEJS fait une proposition d'amendement, soutenue par les autres syndicats, mais rejetée par l'administration. L'administration vote pour le projet initial, la parité syndicale s'abstient.

Projet de décret relatif à l'inspection de l'apprentissage

Le SEJS reprend et commente sa lettre du 21 décembre dernier (cf. p. 26). La DEF et la DPA s'engagent à mettre en place le groupe de travail demandé. Ce projet est adopté à l'unanimité.

Projet d'arrêté relatif à la journée de solidarité

L'UNSA-éducation (A&I) rappelle la demande unanime des syndicats, faite antérieurement dans un groupe de travail à l'initiative de l'administration (décision à prendre dans les CTPR ; fractionnement possible). Pour des raisons qu'elle n'explique pas vraiment, l'Administration rejette cette proposition. Les syndicats votent contre ce projet.

Stratégie ministérielle de réforme (SMR)

Le SEJS reprend et commente sa lettre du 6 décembre dernier (cf. p. 22). Le Directeur Adjoint de Cabinet, Président de séance, s'engage à remettre en place le groupe de travail « Mission et organisation ». S'agissant de la SMR, compte tenu des éléments exposés dans sa lettre du 7 novembre (cf. p. 23) l'UNSA-éducation et la CGT votent contre, le SGEN-CFDT s'abstenant.

Questions diverses

Le bilan de l'accord cadre sur la formation continue est présenté, pour information, par la DEF. Le SEJS fait part de l'amélioration substantielle de ce document, demande quelques précisions (part assurée par les CREPS en diminution) et une présentation par catégorie d'agent des décisions d'aide individuelle, à l'avenir. Il regrette la présentation tardive de ce bilan.

La CGT et le SEJS demandent des précisions sur la gestion 2006 des TOS (cf. lettre SEJS du 21 décembre, p. 27).

Compte rendu rédigé par Michel CHAUVEAU

Nota : l'étude des projets d'arrêtés relatifs à la notation des PS, CEPJ et CHEPJ est reportée, l'Administration organisant une nouvelle réunion de concertation le 9 janvier 2006.

Affaires Corporatives

Compte rendu de la CCP et de la CAP du 21 décembre 2005

Présents : Administration : H CANNEVA, Président, D.WATRIN, G.BIER, N. SEPREZ, F. BODDAERT ; Inspection Générale : JC. CHAMPIN, G.TETAZ

Représentants du personnel en CCP :

UNSA-éducation : Ph. CHAUSSIER, J-Cl. LECLERC, A. MORVAN-JUHUE

Représentants du personnel en CAP :

UNSA-éducation : M.CHAUVEAU, L. de LAMARE, P.ETIENNE, F.GIRAUD, P. POTTIER.

SGEN : M. ROUTIER

CCP

Directeur du CREPS de Toulouse : L'administration reconnaît avoir reçu de nombreuses candidatures (16, dont 10 d'IJS ou IPJS), de qualité, mais indique ne pas avoir eu suffisamment le temps de finaliser l'instruction de ces dossiers. Elle le fera d'ici la mi-janvier, lors d'une nouvelle CCP, sans faire de nouvel appel à candidature.

Les représentants du personnel (RP) s'étonnent de ce mode de fonctionnement.

Directeur du CREPS des Pays de la Loire: Dix candidatures. Proposition de l'Administration : Christian GIRARD – Vote favorable des RP.

L'administration précise que ce poste ne sera pourvu qu'au 1^{er} mars, compte tenu du départ au 1^{er} janvier de l'inspecteur adjoint au directeur en place (mutation dans une autre administration).

Mouvement des directeurs adjoints Ceux qui sont en poste seront reconduits dans le cadre du nouveau statut. A l'occasion de leur nomination sera également pourvu le poste de directeur adjoint, responsable du site d'Aix-en-Provence. Il n'y aura pas de CCP.

CAP

Directeur Régional Adjoint du Centre : L'administration décide de publier de nouveau le poste dans un mouvement complémentaire, début 2006.

Directeur Départemental : L'administration indique que les postes de directeur départemental de l'Aude et des Côtes d'Armor seront pourvus par des personnels n'appartenant pas au corps de l'inspection. Le poste de DDJS de l'Eure n'est plus vacant, le titulaire ayant retiré sa demande de mutation. L'Administration propose Angel TAPIA-FERNANDEZ pour la DDJS du Cher, et Patrick SABY pour l'Aube.

Les représentants du personnel (UNSA-éducation et SGEN-CFDT) s'abstiennent sur le poste du Cher (au motif, pour l'UNSA-éducation, que le candidat de l'Administration était candidat en n° 1 pour le poste de DRA du Centre, et que les RP y étaient favorables).

Les représentants du personnel de l'UNSA-éducation votent contre la proposition de l'Administration pour le poste de l'Aube, au motif qu'un inspecteur est mieux classé au barème, de surcroît de 1^{ère} classe. Le SGEN-CFDT s'abstient.

Commentaires :

Les représentants du personnel de l'UNSA-éducation font savoir à l'Administration qu'elle avait la possibilité dans ce mouvement difficile, car en cours d'année, de pourvoir tous les postes, y compris celui de DRA, alors qu'elle regrette fréquemment l'insuffisance du nombre de candidatures. Ils y voient une contradiction dans son attitude. Ils déplorent le non pourvoi de ce poste.

Les RP considèrent qu'en terme de communication vis-à-vis des personnels d'inspection, les décisions de l'administrations pour cette CAP auront un effet plutôt désastreux : sur quatre poste de directeur départemental, deux seront pourvus par des personnels non-inspecteurs, ces agents n'ayant en général formulé qu'un seul vœux ; de plus, l'un d'entre eux sera affecté sur un poste de 1^{ère} catégorie.

Enfin les RP font le pronostic que le nouveau mouvement complémentaire de 2006 sera peu productif, vu sa proximité avec le mouvement principal, qui offrira une plus grande diversité de postes et sera davantage en phase avec les contraintes familiales et scolaires de nombreux collègues.

Ils demandent à l'Administration de mieux afficher ses critères pour les postes de DRA (en séance, elle a indiqué ne pas en faire des poste de première nomination de DD).

Les RP de l'UNSA-éducation évoquent la situation de plusieurs candidats non retenus et demandent à l'Administration d'avoir avec eux un entretien pour évoquer clairement la suite de leur carrière.

Questions diverses :

Les RP de l'UNSA-éducation évoquent la situation des IPJS en attente de réception de leur arrêté de promotion à l'échelon spécial. L'Administration indique qu'elle est en pourparlers avec le contrôle financier, qui a émis trois visas différés, avec une argumentation qu'elle juge non pertinente. Elle se montre optimiste quant au règlement rapide de ce dossier.

Les RP évoquent aussi des situations personnelles particulières (dont un départ en retraite).

L'Administration indique la régularisation du détachement de M. René DEHAESE dans le corps des inspecteurs.

*Pour les Représentant des Personnels : Laurent de LAMARE,
Pascal ETIENNE et Michel CHAUVEAU*

Relevé de décision de la CAP du 13 octobre 2005

NOMINATION

A été nommé directeur régional de Midi-Pyrénées : Frédéric RAME.

RÉINTÉGRATIONS DANS LE CORPS DES INSPECTEURS DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Catherine THEVES, chef de département au CREPS PACA (site d'Aix-en-Provence) a sollicité sa réintégration à la Direction régionale et départementale de Marseille.

Bruno de GUIBERT, directeur du CREPS des Pays de la Loire a sollicité sa réintégration à la Direction régionale et départementale de Nantes.

Alain SEDILOT à la Direction départementale de Savoie et Jean ALMAZAN à la Direction départementale de la Sarthe.

NOMINATION

Marie-Andrée GAUTIER a été nommée responsable du Pôle ressources national sport-éducation-insertion CREPS de Franche-Comté – site de Besançon ; Youri FILLOZ a été nommée responsable du Pôle ressources national sport-famille et pratiques féminines au CREPS PACA – site d'Aix en Provence